



## Communiqué de presse

91/23

Montreuil, le 19 octobre 2023

### Bombardement d'un hôpital à Gaza : Stop au massacre

**Depuis des jours, des dizaines de milliers de gazaouis se sont regroupés dans l'enceinte des hôpitaux débordés de Gaza, dans l'espoir de se mettre à l'abri des bombardements.**

**L'ONU et l'OMS dénoncent une catastrophe sanitaire et appellent à un « cessez-le-feu humanitaire ».**

En tant qu'hospitaliers, nous connaissons parfaitement le désastre que signifient 11 jours de blocus sur ce territoire sans échappatoire, pour plus de 2 millions de personnes dont la moitié sont des enfants. Pas d'eau, pas d'électricité, aucune entrée de médicaments ou de nourriture, pas de carburant pour les groupes électrogènes... Cela implique qu'il n'y a pas de bloc opératoire, pas de couveuse, pas de respirateur, pas de dialyse, pas de stérilisation, pas de morphine, pas de pansement... Nos collègues sur place n'ont plus la possibilité de soigner, d'accompagner les milliers de blessés et encore moins de prendre en charge les malades.

**Mardi soir, au 10<sup>ème</sup> jour de conflit, l'hôpital Al Alhi a été bombardé et détruit. Les premiers rapports font état de plusieurs centaines de morts.**

L'hôpital était l'un des 20 hôpitaux au nord de la bande de Gaza qui faisait l'objet d'ordre d'évacuation du gouvernement israélien.

L'évacuation était impossible à mettre en œuvre étant donné l'insécurité actuelle, l'état de santé critique de très nombreux patients les rendant intransportables, le manque d'ambulances et de personnels ne permettant pas cette évacuation. Pire, le nombre d'abris alternatifs est insuffisant pour accueillir les personnes déplacées.

**La Fédération Santé Action Sociale fait sienne la réaction de notre Secrétaire Générale Sophie Binet : « Le bombardement d'un hôpital est un crime de guerre de la plus haute atrocité ».**

Nous appelons à la protection active et immédiate des civils. Le droit international humanitaire doit être respecté, ce qui signifie que les soins de santé doivent être activement protégés et jamais ciblés. Les ordres d'évacuation doivent être annulés et le blocus levé.

Nous nous associons à toutes les voix de plus en plus nombreuses qui réclament le rétablissement de l'eau, de l'électricité et « l'acheminement immédiat et sûr de nourriture, de fournitures médicales et d'autres formes d'aide humanitaire » (OMS).

**Trop de victimes, trop de morts de civils, de femmes, d'enfants sont à dénombrer, tant du côté palestinien qu'israélien. Il faut qu'un cessez-le-feu immédiat soit instauré, que le blocus de Gaza soit levé. Toutes les forces doivent être mobilisées pour une paix juste et durable !**